

Conférence du 12 décembre 2020

Tout d'abord je tiens à féliciter au nom de l'ANC les organisatrices et organisateurs de cette conférence riche et source d'espoir pour toutes celles et ceux qui sont convaincus de la justesse du combat panafricain. Merci à vous de nous avoir invités, c'est un grand honneur pour nous.

La présence militaire en Afrique n'a véritablement pas cessé depuis les débuts de la colonisation (sans parler du commerce triangulaire qui l'avait précédé avec ses incursions dans les comptoirs côtiers) et ce malgré la période des indépendances qui aurait dû, en toute logique, y mettre un terme.

On ne parle pas là seulement des coups tordus de la Françafrique et des dirigeants africains assassinés avec l'aide ou à l'instigation des services secrets français, mais de la présence militaire officielle française et revendiquée par le pouvoir en place dès 1964.

La France, dont on ne peut expliquer le fait qu'elle soit l'une des puissances les plus riches du monde que par l'esclavage, puis la colonisation et maintenant le pillage des richesses africaines, refuse encore aujourd'hui de regarder son histoire en face et pour cause.

Si elle a dû se résoudre à l'abolition de l'esclavage (et encore en indemnisant largement les esclavagistes et suite à la libération par les esclaves eux-mêmes, de Saint Domingue montrant aux armées napoléoniennes et au monde que l'on était devant un phénomène irréversible), si donc officiellement la France n'est plus esclavagiste depuis 1848 elle l'est restée de fait dans les colonies ou le pouvoir a fermé les yeux sur la perpétuation de l'esclavage (quand il ne l'a pas encouragé). De ce point de vue le cas de la Mauritanie est particulièrement éclairant.

Concernant la colonisation, si la France a dû se résoudre à l'indépendance, ce ne fut pas sans guerre et sans versement de sang. Entre le franc CFA et la présence militaire officielle ou officieuse à la colonisation officielle va succéder **une indépendance sans souveraineté.**

Dès la fin de la période des indépendances l'armée française intervient officiellement dans les pays africains avec une **ligne de conduite constante : balkaniser le continent et détruire les états constitués.** Ligne de conduite qu'elle partage avec les autres puissances coloniales. Et ce malgré le fait que les frontières tracées, souvent contre toute logique historique et culturelle, aient été tracées par les anciens colonisateurs qui ne rechignent pas à détruire ainsi ce qu'ils ont fait. L'exemple du Soudan **qui a subi une déchirure programmée** est éclairant. La partition du Soudan n'aurait pas eu lieu sans les efforts appuyés du bloc anglo-saxon et d'Israël. L'entité sioniste y était présente dès 1950

En ce qui concerne la France, les six présidents successifs de la V^{ème} république ont chacun à leur actif un lot d'interventions militaires néocoloniales en Afrique soit **une soixantaine d'interventions militaires françaises dans 26 pays d'Afrique**

En 1960, sous **Charles de Gaulle (1958-1968)**, quand la France concède l'indépendance à 17 de ses colonies, elle mène la guerre depuis cinq ans contre les mouvements indépendantistes du Cameroun et d'Algérie.

- 1955-1962 : Guerre coloniale en Algérie, officiellement « Opération de pacification ».

- 1957-1971 : Guerre coloniale au Cameroun pour permettre l'installation d'un régime fantoche puis répression sur les populations qui soutiennent l'UPC (Union des Populations du Cameroun), anéantissement des maquis, exécution de dirigeants.

- Sous Charles de Gaulle, l'armée française est intervenue aussi dans 8 autres pays : au Gabon, au Congo, au Tchad, en Mauritanie, en Tunisie, au Sénégal, au Niger, en Centrafrique...

Sous **Georges Pompidou (1969-1974)**, l'armée française est intervenue en 5 opérations, toutes au Tchad...

Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981) a mené 11 opérations dans 7 pays : à Djibouti, au Zaïre, au Sahara occidental, en Mauritanie, au Tchad, en Centrafrique, en Tunisie...

François Mitterrand (1981-2002) a mené 23 opérations dans 14 pays : au Tchad (plusieurs fois), en Libye, au Togo, aux Comores, au Gabon, au Rwanda (plusieurs fois), dans le Golfe de Guinée, au Zaïre, à Djibouti (plusieurs fois), au Bénin, en Somalie, au Burundi, au Zaïre, au Yémen...

Jacques Chirac (2002-2007) est intervenu en 14 opérations dans 9 pays : aux Comores, au Cameroun, en Centrafrique (plusieurs fois), au Congo Brazzaville, au Sierra Leone, en Guinée-Bissau, en RDC, à Djibouti, en Côte d'Ivoire (deux fois, l'opération Khaya et l'Opération Licorne)...

Nicolas Sarkozy (2007-2012) est intervenu en 7 opérations dans 9 pays : en RDC, au Tchad et en Centrafrique, à Djibouti, dans le Golfe d'Aden aussi, en Mauritanie puis au Mali, en Libye et en Côte d'Ivoire....

François Hollande (2012-2017) est intervenu en Libye, au Mali, en Centrafrique... puis il y a eu en 2014 l'Opération Barkhane, avec positionnement de plusieurs milliers de soldats dans cinq pays de la région sahélienne : Tchad, Mali, Niger, Mauritanie et Burkina Faso... opération qui a fusionné avec les Opérations Epervier et Sabre... officiellement « pour une meilleure réactivité face à la menace terroriste », avons-nous déjà noté.

Le président actuel, **Emmanuel Macron (2017-)** a déjà à son actif 2 interventions :

- le 3 février 2019 : Suite à l'appel du président Déby, bombardement par la force aérienne basée au Tchad, appuyée la force Barkhane, de la rébellion de l'UFR (Union des forces de la résistance) en route pour Ndjamen.

- en février 2020 – Mise en place au Mali de la Task Force Takouba, une unité de commandos européens annoncée par la ministre française des armées en novembre 2019.

En conclusion, les pays aux ressources naturelles les plus riches, mais aussi les pays les plus déstabilisés, sont aussi ceux qui ont « bénéficié » le plus des interventions militaires françaises : le Tchad, la RDC, la Centrafrique, le Mali...

Le cas du Sahel

Depuis 7 ans, l'armée française fait la guerre au Sahel, Opération Serval en 2013, se nomme aujourd'hui Barkhane, dépasse 5000 hommes, avec un armement et des moyens de surveillance aérienne croissants, que va encore l'opération de l'UE, Takuba.

La version officielle de cette présence armée claironnée par le Président Macron, qui aime se présenter en chef de guerre est la suivante :

Depuis 2013, les gentils soldats français défendent au Sahel les intérêts des Peuples africains menacés par de méchants fanatiques religieux armés, Islamistes, Intégristes, Djihadistes, à la demande des dirigeants de ces pays alliés de la France, qui est d'ailleurs elle-même menacée par les attentats de ces criminels intégristes.

Le problème est que ces justifications sont des mensonges hypocrites.

1/ une intervention commencée dès 2011

Rappelons en premier que l'intervention militaire de l'armée française a commencé en fait en 2011 sous Sarkozy avec la Lybie. Et l'invasion de la Libye a entraîné la déstabilisation de tous ses voisins sahéliens : les premiers groupes armés au Nord du Mali, d'ailleurs soutenus par la France, furent après 2011 des Touaregs anciennement au service de Kadhafi reconvertis en indépendantistes sous le nom de MNLA !

Le 6 mai 2020, sous le titre "**Barkhane menacée d'enlisement au Mali**", Le Monde révélait un éloquent bilan officiel, c'est à dire inférieur à la réalité : 380 tués en 2014, 1754 en 2018.

Tous les chiffres montrent que l'on est devant un échec total donc, des objectifs affichés par Macron et ses porte-paroles, une flambée des haines ethnicistes et du fanatisme religieux dans trois pays, Mali, Burkina et Niger, qui étaient il y a 10 ans des Nations célébrées par tous ceux qui les connaissaient pour leur paix civile et leur tolérance religieuse !

2/ Une deuxième contre-vérité des officiels français.

Ayons le courage de dire que **l'attitude des autorités françaises est la cause principale de la montée des tensions**.

Cette dangereuse collusion persiste 7 ans plus tard comme le met en lumière une enquête de Pierre Alonso pour Libération du 22 mai 2020.

" Mali, les alliés spéciaux de l'armée française : pour faire face à l'EL au côté de la force Barkhane, des unités antiterroristes maliennes ont commencé à voir le jour en juillet 2019". Des " soldats d'élite anti-terroristes "financés, entraînés par des Français, et recrutés par des éléments issus de divers groupes armés, dans le cadre de l'accord d'Alger parrainé par la France. Notamment des combattants issus de la " Coordination des mouvements de l'Azawad".

Le journaliste n'a pas tort de craindre que *" leur déploiement ...ravive les tensions entre groupes armés locaux "*. Cette complaisance pour certains groupes ethnicistes ou séparatistes est d'autant plus dangereuse qu'elle conforte les rumeurs malsaines qui font de tous les Peuls des proches des djihadistes.

Tous les observateurs sérieux et les populations locales savent bien que **ces bandes armées pratiquent plus souvent les trafics de drogue, d'armes, de migrants que la lecture du Coran**.

3/ Enfin, la rengaine macronienne selon laquelle l'armée française n'intervient au Sahel qu'à la demande des dirigeants élus est une fiction.

Décidément, il est plus que temps que la France sorte de cette guerre qui nourrit au sahel les maux que nos dirigeants prétendent combattre.

Les dividendes des actionnaires de Orano (ex Areva), Total, et autres multinationales, ne justifient pas les milliers de morts du sahel !

Intervenir sur d'aussi grands espaces comprenant des États aux frontières perméables, c'est devenu la quadrature du cercle pour les opérations Serval au Mali et Épervier au Tchad, comme pour l'opération Barkhane dans le Sahara et le Sahel. Si l'on ajoute à ces OPEX les opérations Sangaris en Centrafrique, Chammal en Irak et Hamilton en Syrie, ces engagements sont totalement disproportionnés avec les capacités humaines, financières et militaires de la France.

En France, en 5 ans, le budget annuel de la défense qu'il serait plus juste d'appeler **budget de l'attaque** a augmenté de 8 milliards, soit une augmentation de 25% ! 30.000 soldats français se trouvent actuellement en situation opérationnelle, dont 20.000 hors de métropole.

L'armée française est présente sur tous les continents et les océans du globe. Mais le militaire en France c'est aussi un complexe militaro-industriel de 15 milliards de chiffre d'affaire dont 1/3 à l'exportation, comptant 200.000 emplois et des ventes d'armes aux ultraréactionnaires pétromonarchies du Golfe... Militaires et milliardaires sont inextricablement liés dans la guerre et sa préparation.

La destruction des États est une doctrine

Les dernières interventions occidentales sur des pays périphériques mettent en évidence que les guerres menées n'ont d'autre but qu'elles-mêmes quitte à aboutir à la disparition de toute structuration sociale autour d'un État organisé.

L'horreur qui s'est déroulée au Rwanda, génocide perpétré contre des Tutsis au lendemain de l'assassinat du président Habyarimana, doit se lire comme une confrontation entre la France et le bloc anglo-saxon autour des richesses du sous-sol de la région des Grands Lacs. La France a perdu.

La République démocratique du Congo, après l'élimination de Mobutu, soutenu par la France et abandonné par sa garde prétorienne composée d'Israéliens, n'exerce aucune autorité sur le Kivu. Là, des bandes et des gangs extraient du minerai, protégées par des milices privées. Le Niobium, métal rare devenu indispensable dans certains secteurs industriels pour sa résistance aux températures extrêmes en particulier, est exporté le plus souvent par avion via le Rwanda et l'Ouganda de manière clandestine depuis des mines du Nord Kivu (En 2016, l'entreprise chinoise China Molybdenum a acquis auprès de la firme britannique Anglo-American ses activités dans le niobium au Brésil qui en est le premier producteur mondial.)

Le pillage est aisé, les États régulateurs ne sont même plus neutralisés grâce à des dirigeants corrompus, l'impérialisme prédateur se charge de leur absence dans des zones déstabilisées. Cette même logique avait clairement présidé à l'organisation du chaos en Irak en 2003, pays destiné à disparaître depuis 1991.

Théorisée par les néoconservateurs étasuniens, elle a sans doute été inspirée par les *Likoudniks* israéliens qui ont forgé leur politique de défense sur la destruction des pays arabes qui les entourent.

La Libye, un cas d'école

Le cas de la Libye est un prototype de l'intervention des divers impérialismes à la fois ou successivement alliés et aux intérêts contradictoires.

Autrefois pays prospère avec le plus haut indice de développement humain en Afrique, la Libye est située entre la Tunisie et l'Égypte, deux pays où naissent deux révoltes populaires imprévues par les services de renseignement occidentaux. L'ampleur de ces insurrections va aboutir à la chute de deux dictateurs appuyés par les puissances occidentales.

Il devenait urgent de garder la main sur un pays SANS DETTE souveraine, riche en pétrole et non inféodé. Des centaines de milliers de migrants économiques et climatiques sub-sahéliens y trouvaient un emploi.

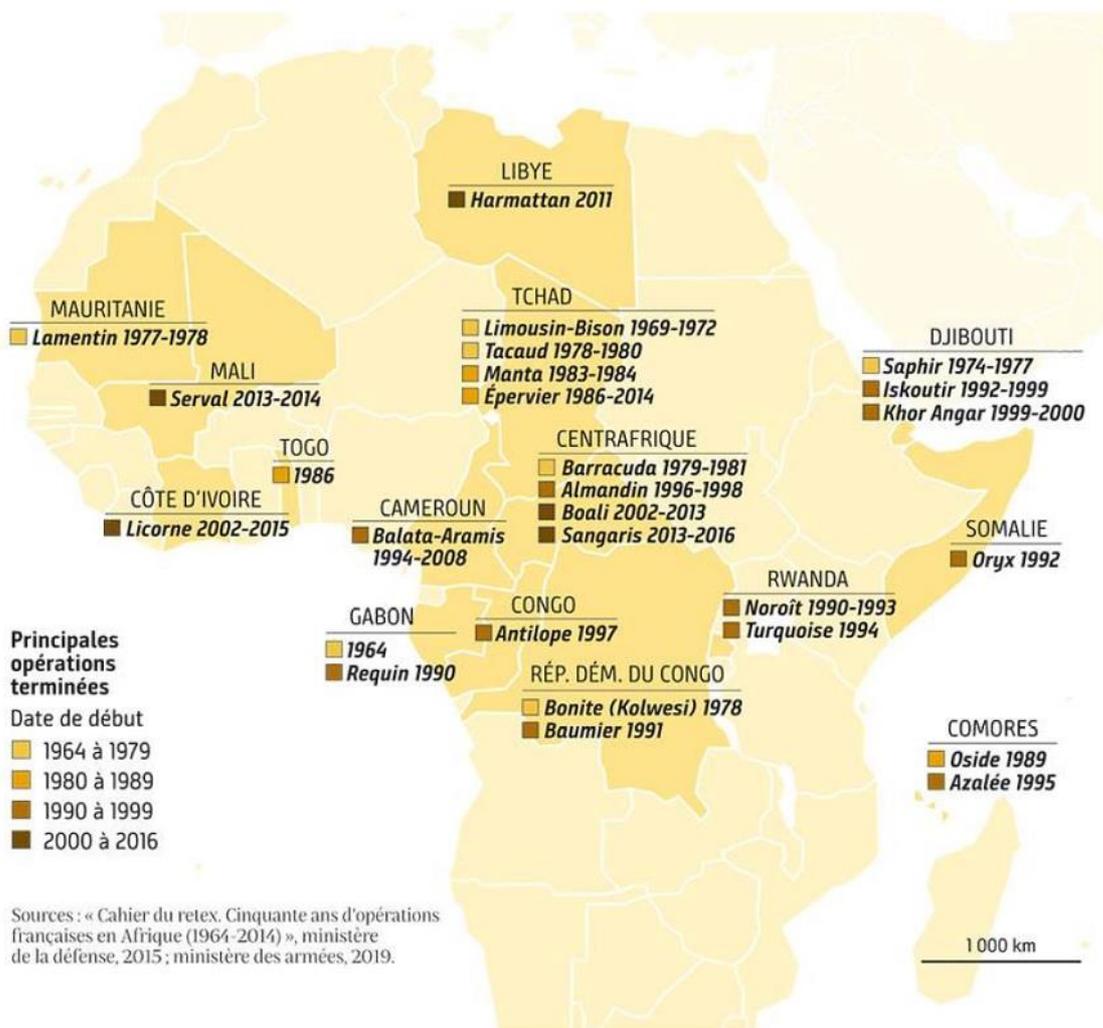
La discorde libyenne, c'est surtout l'affrontement sur des intérêts pétroliers, la France défend le groupe Total et l'Italie ENI, d'autant que la Libye est une ancienne colonie italienne.

La fondation allemande pour la science et la politique (SWP) recommande au gouvernement de Berlin d'abandonner Tripoli pour Haftar.

Le Mali, victime de la France

Lors de la rébellion de 2012 qui a mis fin au gouvernement de Amadou Toumani Traoré, l'armée malienne sous-équipée n'a pas reçu le matériel bloqué aux ports de Dakar et de Conakry sur ordre de la France par les dirigeants des pays de la CEDEAO. Paris avait besoin de déployer l'opération Serval, puis Barkhane sous prétexte de venir en aide à un pays qu'elle désarme pour le protéger de groupes rebelles qu'elle arme.

Les menées françaises au Sahel dans la continuité des interventions militaires néocoloniales en Afrique contre la liberté et la souveraineté des peuples.



Extrait de la brochure de l'ANC : Plus un soldat français en Afrique !

Anc 6 rue de Leibniz 75018 Paris - www.ancommunistes.org

Que faire depuis la France ?

Ayant bien conscience qu'ici je n'apprends rien ou presque à personne sur la nocivité de l'intervention française et n'étant pas africain, la question qui m'est posée comme à mes camarades de France est celle de ce que je peux et dois faire ici en Europe en tant que citoyen du monde.

Je partage avec mes prédécesseurs dans cette conférence, l'opinion que l'avenir de l'Afrique repose sur les africains eux-mêmes et que donc, le colonialisme fût-il syndical, politique ou associatif n'est pas la solution, car ne respectant pas la souveraineté il va à l'inverse de la prise en compte de l'histoire et de la nécessité que ce soient les premiers et premières concerné-e-s qui décident pour eux-mêmes. Comme le dit le proverbe africain : « *Ce que tu fais pour l'autre, si tu le fais sans lui, tu le fais contre lui* ».

Une question semble fondamentale à l'ANC (dont le nom vous l'avez compris est un clin d'œil à nos amis d'Afrique du sud parce que pour nous la lutte contre le capitalisme en France passe par l'internationalisme et la mesure des intérêts convergents avec celles et ceux qui, de par le monde en sont les victimes. C'est ce que quelqu'un avec qui j'ai en commun le prénom (lol !) avait très bien résumé en disant, « *prolétaires de tous les pays unissez-vous* »).

Cela passe en premier par informer.

Pas informer pour le plaisir intellectuel de la connaissance mais dans le but d'agir.

Pas seulement pour comprendre le monde mais pour lutter pour sa transformation.

Comme la France fait partie des premiers pays responsables de la situation actuelle et de la mise sous domination de l'Afrique, en tant qu'habitantes et habitants de France, nous devons agir pour peser dans le débat politique français pour que les choses changent. Et cela passe en premier par l'information car si les gouvernements successifs ont pu mener cette politique impérialiste c'est aussi parce que les populations de France sont mal informées et qu'il n'y a pas eu ou peu eu de travail politique sur la conscience internationaliste. Il y a aujourd'hui tout un travail idéologique à mener.

Donc la question qui nous semble fondamentale c'est le triptyque **informer, conscientiser, mobiliser**.

Informer pour faire comprendre **que la question de la paix** est internationale et que la guerre en Afrique conduit fatalement à la guerre en Europe.

Je ne parle pas de la guerre contre le terrorisme dont nous parlent aujourd'hui nos gouvernants mais de toutes les guerres qui tout au long de l'histoire contemporaine ont provoqué des massacres et des millions de morts, à commencer la guerre de 14/19, la plus grande boucherie de l'histoire, qui fut une guerre pour le repartage du monde et en particulier pour le dépeçage de l'Afrique et de ses richesses.

Donc si des habitantes et habitants de France veulent la paix et la sécurité pour eux-mêmes ils doivent prendre conscience que cela passe par la paix en Afrique et donc la fin du néocolonialisme et de l'impérialisme.

Informer du **pillage des richesses** de l'Afrique qui comme le dit Aminata Traore, « *oblige notre jeunesse à aller s'entasser dans les métropoles où ils se transforment en bombes incendiaires au cœur de nos villes* ». Pillage des matières premières qui aboutit à une montée de la pauvreté et à une envie d'exil vers l'Europe, immigration qui est de fait un autre pillage, celui des forces vives et de la matière grise de l'Afrique, pillage doublé trop souvent de l'assassinat institutionnel que

constitue la réalité de tous ces morts en Méditerranée ou « *Dans le ventre de l'Atlantique* » comme dit Fatou Diome.

Faire prendre conscience qu'en France le capitalisme s'est développé après la révolution industrielle du début du 19^{ème} siècle par la bourgeoisie qui a pu s'acheter les premières machines comme les métiers à tisser, les machines à vapeur et électriques. Cette bourgeoisie c'est celle qui avait fait fortune avec le commerce triangulaire et donc dans notre pays le capitalisme est indissociable du racisme.

Faire prendre conscience qu'aux racines de tout cela il y a le fait que nous étions, jusqu'à la conférence de Montevideo de 1930 et surtout l'ONU en 1945, sur la conception par les gouvernants des pays du Nord, qu'il était normal d'avoir un empire colonial et cela au nom du concept de « *Terra nullius* ». Ce concept mis en avant au moyen âge par la papauté, permettait à tout conquérant de se croire légitimement propriétaire des terres et des populations colonisées...pour peu qu'il les convertisse au catholicisme.

Informé de la richesse de l'histoire et des cultures africaines (mais aussi plus largement des autres pays qui ont été colonisés) tant niées et attaquées par les colonisateurs et donc **faire prendre conscience** qu'il n'y a pas de culture supérieure d'un pays par rapport à un autre, cela pour en finir avec « *le racisme cordial* » dont parle avec juste raison Leonora MIANNO. C'est ce qui avec la question du pillage a contribué à fausser les relations entre l'homme blanc et les populations des pays colonisés. A titre personnel, ayant des responsabilités dans la FSM, la fédération syndicale mondiale, j'ai pu mesurer à quel point il était différent de se battre dans un pays qui a été colonisé que de se battre dans un pays colonisateur.

Informé par exemple qu'il n'est pas illégitime de penser que la première déclaration des droits de l'homme n'a pas été écrite en France en 1789 mais en Afrique, 500 ans plus tôt, en 1222 sous le règne de Soundiata Keïta et c'est la charte du Mande.

Cette connaissance de la richesse culturelle africaine est importante. Elle permet d'en finir avec l'ethnocentrisme car c'est bien aussi sur lui dont découle le « *racisme cordial* » que s'appuient les pays impérialistes et leurs dirigeants pour justifier leur politique et la faire accepter à leur peuple. Ce sentiment de supériorité des anciens colonisateurs et de leurs filiales qui se manifeste en France quand par exemple on emploie le mot de « *communauté internationale* » pour parler de la 30 aine de pays principalement d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord, qui se sent légitime à diriger le monde. Comme si le reste du monde ne comptait pas en matière d'opinion et de souveraineté. Cet impérialisme qui est aussi culturel avait été justement dénoncé par Hugo Chavez dans un discours fameux au sommet climatique à Copenhague en 2009.

Enfin faire prendre conscience qu'en 2020 le combat des peuples pour leur droit à disposer d'eux-mêmes est toujours d'actualité, 60 ans après les indépendances.

C'est en ayant en tête ce qui précède que l'ANC, à la mesure de ses moyens, mène bataille.

En participant avec d'autres à tout ce qui relève du devoir de mémoire, en se mobilisant contre les guerres et les actes néocoloniaux d'aujourd'hui.

En menant ses propres batailles « *d'information, conscientisation, mobilisation* », sur les combats de notre temps.

A titre d'exemple l'an passé nous avons fait une série de réunions publiques sur **le Franc CFA** et le **Franc comorien** et avons sorti une brochure à ce sujet. Nous pensons que, même modestement, nous avons ainsi contribué à ce que dans la population de France monte la mobilisation encore petite mais nouvelle ici sur cette question. Et nous continuons au côté de nos frères et sœurs d'Afrique chaque fois que possible.

Cette année nous prolongeons notre action par la campagne **Plus un soldat français en Afrique**. Nous avons fait déjà, en partenariat avec la plateforme panafricaine, deux débats (un à Marseille et un à Paris) sur le sujet et nous ambitionnons **de multiplier ces débats dans un maximum de villes** afin là aussi de peser sur le débat politique en France.

Pour ce faire nous comptons aussi sur vous, car nous ne le ferons pas sans vous...pour ne pas le faire contre vous !